



Les schismes sont un instrument de géopolitique, explique le vice-président du DREE



Une table ronde sur “La société civile et la stabilité dans la région de la mer Noire et des Balkans” a eu lieu le 1er mars 2021, à la Chambre publique de la Fédération de Russie, à Moscou.

L'évènement était organisé par la Commission de la Chambre publique chargée de la sécurité et de l'interaction avec les commissions d'observation publiques, par la Représentation permanente de la République de Crimée auprès du Président de la Fédération de Russie, par le Centre de culture et d'affaires de la République de Crimée.

L'archevêque Léonide de Vladikavkaz et d'Alana, vice-président du Département des relations

ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, a prononcé une communication sur « les schismes ecclésiastiques en Ukraine et au Monténégro comme instrument de géopolitique ».

Remarquant que des diocèses de sept des quinze Églises orthodoxes locales existent dans les pays de la mer Noire et des Balkans, Mgr Léonide a évoqué, notamment, la situation au Monténégro. En 2019, une loi a été adoptée, permettant aux autorités de s'approprier les églises et les monastères anciens de l'Église orthodoxe serbe, dont la majorité des Monténégrins orthodoxes sont membres. L'adoption de cette loi avait suscité de vives protestations au Monténégro. L'archevêque Léonide a rappelé : « Une vague de manifestations de protestation a parcouru le pays. Des milliers de personnes sont descendues dans la rue, malgré les restrictions imposées par la situation sanitaire, pour déclarer qu'elles ne céderaient pas leurs sanctuaires. Les hiérarques de l'Église orthodoxe serbe au Monténégro, notamment le défunt métropolite Amphiloque du Monténégro et du Littoral, se sont battus pour la suppression de cette loi ». Il a aussi constaté que « le patriarche de Moscou et de toutes les Russies Cyrille, le Synode de l'Église orthodoxe russe, ainsi que les primats et les hiérarques des Églises de Jérusalem, de Roumanie, de Pologne, des Terres tchèques et de Slovaquie » s'étaient prononcés en faveur de l'unité canonique de l'Église serbe.

Finalement, constate Mgr Léonide, en janvier dernier, le président monténégrin Milo Djukanovic a été contraint de signer les amendements à la loi sur la liberté de confession religieuse, adoptés par le parlement et supprimant de cet acte législatif les articles discriminatoires pour l'Église orthodoxe serbe.

Le vice-président du DREE a effectué un parallèle avec la situation en Ukraine, où l'ex-président Porochenko a aussi misé sur le soutien à une structure non canonique.

Parlant de « l'autocéphalie » de la prétendue « église orthodoxe d'Ukraine », proclamée en 2018 en infraction criante aux canons ecclésiastiques, l'archevêque Léonide a montré qu'il « s'agissait d'abord d'un projet politique, visant à affaiblir l'Église orthodoxe russe, à démembrer l'orthodoxie, à diviser encore plus la Russie et l'Ukraine ».

Il a aussi montré que le projet « d'église orthodoxe d'Ukraine », dans lequel le patriarche Bartholomée de Constantinople avait pris une part active et joué le rôle de leader, entrainé dans la logique de confrontation géopolitique caractéristique du monde contemporain.

« J'espère fermement que le schisme, introduit dans l'orthodoxie par des forces politiques étrangères, ennemies de l'Église du Christ, ne durera pas longtemps. Nous devons tous prendre un temps d'arrêt, réfléchir à la situation et agir, non pas d'après la volonté des fonctionnaires séculiers d'au-delà des mers, mais selon l'inspiration du Saint-Esprit, suivant notre conscience chrétienne et les saints canons de l'Église-mère » a résumé l'archevêque de Vladikavkaz et d'Alana.

Des représentants de la Douma, du ministère des Affaires étrangères, de la Chambre publique et d'autres organismes, ainsi que des spécialistes, ont pris part à la manifestation.

Source: <https://mospat.ru/fr/news/86600/>